



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.2/L.28/Add.1
30 janvier 1956
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE M. W.P. HOLDER AU NOM DE M. GUSTAV VON HEYER
CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

W.P. HOLDER
Avocat

Boîte Postale No 10201,
Nairobi House
Coin Delamere Avenue
et Government Road,
NAIROBI
Colonie du Kenya

Le 12 janvier 1956

Conseil de tutelle des Nations Unies
Lake Success,
NEW-YORK

Objet : Saisie des biens et propriétés de M. Gustav VON HEYER, citoyen de Dantzig, par le Séquestre des biens ennemis dans le Territoire du Tanganyika

Pétition du 20 octobre 1952,
Pétition complémentaire du 25 novembre 1952,
Pétition complémentaire du 25 février 1955
et communication du 25 février 1955.

Votre lettre, No de référence T/COM.2/L.20, du 10 mars 1955,

Votre lettre, No de référence : T/COM.2/L.20, du 11 mai 1955

Votre lettre, No de référence : T/PET.2/194, T/COM.2/L.20 du
9 juillet 1955

Monsieur le Président,

Je me réfère à la communication en date du décembre 1955, que M. H. Langguth vous a adressée au sujet de la pétition susmentionnée^{1/}. Comme il fallait que cette pétition vous parvienne aussi rapidement que possible, on n'a pu me l'envoyer à Nairobi pour que je la signe; c'est pourquoi elle ne porte que la signature de M. H. Langguth.

^{1/} Note du Secrétariat : Voir T/COM.2/L.28.

Je vous écris pour vous dire que je m'associe à M. Langguth et que je confirme l'exposé et les déclarations qui figurent dans le document en question; je tiens en outre à ajouter ce qui suit :

Le fait que, dans le cas de M. von Heyer, la renonciation à la nationalité allemande a été dûment autorisée, sous le régime prévu par les dispositions de la loi citée par M. Langguth, établit de manière probante qu'il ne possédait cette nationalité ni le 1er septembre 1939 ni ultérieurement. Dans la communication qu'il vous a adressée, M. H. Langguth présente la situation sous un jour tellement clair qu'il ne saurait subsister aucun doute sur la question.

En outre, le fait que le Gouvernement du Tanganyika a levé la saisie sur une partie des biens de M. von Heyer doit être interprété comme signifiant que ce gouvernement reconnaît que le pétitionnaire n'avait pas la nationalité allemande. Etant donné que ce dernier a reçu une partie de la somme qu'il réclamait, la conclusion logique qui s'impose est qu'il l'aurait fait droit au reste de sa demande, à condition qu'on puisse en prouver le bien-fondé, ce que nous ne doutons pas de pouvoir faire.

A l'heure actuelle, le droit du pétitionnaire d'intenter une action en justice devant les tribunaux du Tanganyika est éteint en vertu de la loi du Territoire sur la prescription. C'est pourquoi, nous espérons que le Conseil de tutelle sera en mesure de prier le Gouvernement du Tanganyika d'effectuer le paiement des dommages-intérêts demandés dont le montant doit être évalué de la manière indiquée dans la pétition.

Veuillez croire à mes sentiments dévoués.

Signé : W.P. Holder

W.P. HOLDER
